

14 avril 1988 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Interview de M. François Mitterrand, Président de la République et candidat à l'élection présidentielle de 1988, accordée à France-inter le 14 avril 1988, sur la nécessité de la compétitivité des entreprises pour la création du marché communautaire.

MARIE-LAURE AUGRY.- Monsieur le Président, bonjour, nous allons parler aujourd'hui de l'Europe, l'Europe qui se construit, l'Europe qui a un rendez-vous très proche, 1992, une Europe qui suscite des espoirs, qui suscite aussi des craintes, qui suscite des interrogations et de cette Europe, Dieu sait si on en parle cette fois dans la campagne, je veux dire tout le monde a son couplet sur l'Europe ?

- FRANCOIS MITTERRAND.- Oui, je suis très heureux de cela, parce que, quand je pense à l'isolement dans lequel se trouvaient les premiers pionniers de l'Europe, dont j'étais, cela fait plaisir aujourd'hui de constater que dans cette campagne présidentielle, l'Europe est quasiment le lieu commun de tous les candidats. C'est presque une sorte de surenchère. Et comme toujours, naturellement, les derniers convertis sont les plus enthousiastes. Mais c'est très bien comme cela. Pourquoi est-ce que je m'en réjouis ? C'est parce que l'Europe c'est vraiment la grande chance. La grande chance non seulement de la France, mais des onze autres pays. C'est la chance des douze pays de la Communauté, en attendant que d'autres y viennent.

- Pourquoi ? Ayons un sens, disons de la dimension que cela représente : 320 millions d'habitants. C'est déjà la première puissance commerciale du monde. On pourrait dire la première puissance agricole, en tout cas, c'est à notre portée. La première puissance technologique, la première puissance industrielle, nous avons pour cela les entreprises, les savants, les ingénieurs, les techniciens et nous avons des travailleurs de premier ordre. A partir de là, si l'on réunit toutes ces chances, il faut savoir par quel chemin on va s'y rendre. Vers quels moyens va-t-on rassembler.\

M.-L. AUGRY.- Mais est-ce que vous croyez, quand même, qu'on est mûr, aujourd'hui, pour vivre cette aventure ?

- F. MITTERRAND.- Nous Français !

- M.-L. AUGRY.- Nous Français et puis l'Europe en général, puisque, je veux dire, cette Europe, elle va se construire avec l'ensemble des pays qui sont partie prenante de cette aventure. Je veux dire aujourd'hui, l'Europe, elle a relativement peu de réalité. Je veux dire, l'Europe, elle a ses difficultés, sur le -plan agricole. L'Europe, il y a les heurts, lorsqu'on se retrouve au sommet européen...

- F. MITTERRAND.- Il y a des heurts à chaque rendez-vous. Et puis, tous les trois ou quatre ans, cela s'arrange. Et tout ce qui a été contentieux, devient soudain motif de bonne entente. Ce qui signifie qu'il faut y mettre volonté et constance et participer aux sommets européens de la Communauté depuis sept ans, et j'ai vécu des moments difficiles. Mais, au total, les décisions ont été prises. La preuve en est, la dernière décision qui est tout de même déterminante, celle de fin 1985, quand nous avons décidé un seul marché, un marché unique à l'intérieur des douze pays en question, il n'y aura plus de frontières, ni pour les hommes, ni pour les marchandises, ni pour les capitaux, pour rien. On pourra circuler librement, s'installer librement, ici ou là.

- On y est arrivé ! Cela a été dur, il a fallu vraiment, avec le Chancelier allemand Kohl, et avec

Jacques Delors, président de la Commission, que je fasse front et qu'on se tienne les coudes, et que finalement on arrive à convaincre quelques récalcitrants. Cela n'a pas été facile avec la Grande-Bretagne, notamment. Mais on y est arrivé, ce qui prouve que l'Europe est perçue par la conscience profonde des Européens comme une nécessité.

- M.-L. AUGRY.- Vous êtes persuadé, vous pensez vraiment que les Français le ressentent profondément, je veux dire, est-ce qu'ils ne ressentent pas plus, on parle de l'Europe, l'Europe c'est pour après-demain, on en parle beaucoup pendant cette campagne, et on fait, on élude des problèmes qui sont d'aujourd'hui comme le chômage ?

- F. MITTERRAND.- Non, non, non. Je crois que les Français ont pris conscience de cette nécessité. Cela pourrait faire des progrès, c'est-à-dire que cette volonté pourrait devenir plus enthousiaste, mais les Français sentent bien que c'est la dimension nouvelle qui s'offre à nous. Pourquoi ? Je vous ai dit 320 millions d'habitants, c'est plus que l'Union soviétique, c'est plus que les Etats-Unis d'Amérique et c'est beaucoup plus que le Japon. C'est plus que les nouveaux pays très peuplés comme l'Indonésie. C'est moins que la Chine ou que l'Inde. Mais nous avons des capacités industrielles, scientifiques et techniques que ces pays n'ont pas. De telle sorte que la France qui, à l'intérieur de l'Europe joue un grand rôle, jouera toujours un grand rôle, en raison de ses talents, de son histoire, de sa situation géographique et beaucoup d'autres choses encore, sans oublier sa dimension culturelle. Les Français comprennent que la France peut, grâce à l'Europe, revenir au premier -plan en toute circonstance sur la scène du monde et ne pas laisser, simplement par exemple deux empires, Union soviétique et les Etats-Unis d'Amérique, décider de tout, sans nous.\

M.-L. AUGRY.- Alors en 1992, on va entrer dans une rude loi, qui va être celle de la concurrence, et est-ce qu'à ce niveau-là, l'industrie française, le tissu industriel français est prêt, et est-ce qu'il n'a pas de gros handicaps aujourd'hui ?

- F. MITTERRAND.- Nous avons des industries parfaitement capables déjà de supporter le choc. Faut-il penser aux télécommunications, faut-il penser aux grands moyens de transport, faut-il penser au nucléaire ? Nous sommes parfaitement capables. Il y a beaucoup de secteurs où nous ne sommes pas encore capables, la preuve, on vient de le constater, c'est ce déplorable résultat de notre commerce extérieur, hier encore, plus de 5 milliards de déficit pour un mois. On pourrait dire que d'un mois à l'autre, cela s'ajoute et se surajoute, cela est un côté inquiétant. Mais, il faut en prendre les moyens. Pour en prendre les moyens - les entreprises le savent - il faut que les jeunes gens soient formés aux technologies nouvelles, c'est-à-dire aux technologies avec lesquelles on fabrique des marchandises et les marchandises qui se vendent, qui coûtent moins cher en étant plus pratiques, et correspondent mieux aux besoins des acheteurs. Pour cela, il faut être formé aux métiers assez sophistiqués qui permettent de fabriquer ces marchandises-là. Nous, nous ne sommes pas vraiment encore dans la course. C'est un problème d'éducation nationale, d'instruction. C'est un problème aussi d'enseignement professionnel. C'est un problème de liaison entre l'école et l'université et les entreprises.

- Donc, il faut mieux former, puis, il faut aussi avoir des savants et des techniciens qui inventent et mettent en oeuvre pour nous Français, ces grandes technologies, que l'on ne soit pas obligé de les faire venir de l'étranger.

- Malheureusement, - là ce sera le seul élément que j'apporterai à nos polémiques intérieures - on a coupé les crédits de la recherche en 1986, alors que moi j'avais fixé comme priorité absolue, la recherche. Elle s'est trouvée soudain amputée, il suffit de lire quelques pages à ce sujet de M. Devaquet, récemment, qui s'en plaint amèrement et je le comprends, pour savoir que ce que je dis est absolument fondé. Alors, éduquer, former, chercher, investir.\

F. MITTERRAND.- Investir ? Qu'est-ce que cela veut dire ? ...

- M.-L. AUGRY.- C'est peut-être cela aujourd'hui le plus important, parce qu'investir c'est pour aujourd'hui ?

- F. MITTERRAND.- Les trois se tiennent. L'éducation et la formation peuvent être très rapides. Il suffit de prendre un jeune homme, une jeune femme de 15 ans, en l'espace de trois ans déjà, il peut se former. Investissements productifs, cela veut dire quoi, je le répète, cela veut dire qu'une

entreprise qui fait des bénéfiques, il faut qu'elle les remette sur place afin d'améliorer ses équipements, par exemple, d'améliorer aussi la formation de ses travailleurs. Il faut qu'elle développe ses marchés, sur place, pour inciter les entreprises à investir, à replacer cet argent, c'est-à-dire à l'immobiliser d'une certaine manière plutôt que d'en tirer un bénéfice pour eux-mêmes. Il faut qu'ils y soient incités.

- M.-L. AUGRY.- Il faut peut-être qu'ils aient des charges moins lourdes ? Une fiscalité différente ?

- F. MITTERRAND.- Par exemple. Et c'est pourquoi, plusieurs des candidats, moi notamment, proposent qu'il y ait des exemptions d'impôt, ou des crédits d'impôt, enfin, diverses formules sur lesquelles on ne s'attardera pas, mais qui permettront aux entreprises d'être moins surchargées.

- Pour les charges sociales, nous sommes arrivés depuis 1982, je l'avais demandé au gouvernement de Pierre Mauroy, à une sorte de pacte avec les entreprises pour ne pas alourdir ses charges - les charges sociales - et, il faut renouveler ce pacte, il faut que les entreprises sachent où elles vont, sur deux ans, sur trois ans, sur cinq ans.

- Quant aux impôts, nous venons d'en parler. Mais il faut aussi qu'elles fassent un effort, vous savez, les entreprises, parce qu'il faut que les chefs d'entreprises, eux-mêmes, apprennent les langues. Apprendre les langues, quand on ne les sait pas, il faut avoir de bons professeurs, il faut avoir de bonnes techniques. Souvent on constate qu'on n'apprend pas assez de langues étrangères européennes au lycée, au collège. Il faut que les cadres qui vont vendre nos produits soient parfaitement souples, qu'ils soient en mesure, à tout moment, de comprendre les moeurs, les usages, les façons d'acheter et de vendre dans n'importe quel pays du monde.

- Alors, les entreprises en question le feront, l'Etat doit y contribuer, et cela marchera d'autant mieux qu'il y aura en Europe, comme vous le savez, une monnaie. Nous en avons une, elle est un peu théorique, elle s'appelle l'ECU. Il faut que cette monnaie ait cours comme les autres monnaies et qu'elle soit gérée par une banque centrale. A partir de là, elle tiendra le choc en face du dollar et du yen, des monnaies américaines et japonaises. Et à partir du moment où les entreprises verront une monnaie stable, une monnaie forte, une instruction meilleure pour les jeunes qui sont là, une formation continue pour les moins jeunes, à partir du moment où elles pourront trouver sur place, dans les laboratoires, des réponses aux questions qu'elles se posent pour être capables de produire et de produire mieux, et de produire plus vite que les concurrents japonais ou de Hong-Kong, ou de Chicago, je vous assure qu'il y aura un élan national, et que cela marchera bien.\

` Suite sur la nécessité de la concurrence internationale `

- M.-L. AUGRY.- Mais il faut presque une révolution des mentalités pour cela ?

- F. MITTERRAND.- Pas une révolution, une évolution. Cela commence, croyez-moi, cela commence. Je vois, je connais un certain nombre de grands chefs d'entreprise, de chefs de grandes entreprises, qui réussissent très bien. Je vois aussi beaucoup de PMI, non, ce n'est pas suffisant, il faudrait dire des milliers, mais il n'y a pas des milliers... mais quand même des centaines et des centaines qui s'installent sur les marchés internationaux. J'ai connu une affaire, une petite entreprise de rien du tout - il y avait deux, trois personnes - qui, aujourd'hui, travaille dans le textile, est capable par la combinaison de l'ordinateur et du laser, de conquérir les marchés. Les jeunes chefs d'entreprise qui ont pris cette initiative sont constamment en voyage, l'un ou l'autre en Amérique du Sud, au Japon, en Asie du sud-est. Et c'est devenu une entreprise puissante. Il y a beaucoup d'autres exemples comme cela. Je connais une entreprise dans le Puy-de-Dôme qui vend des chemises à Hong-Kong. Cela renverse les idées reçues. Il faut le vouloir, il faut le pouvoir, pour le pouvoir, il faut le savoir.\

M.-L. AUGRY.- Nos atouts aujourd'hui, est-ce qu'ils ne se situent pas beaucoup plus dans l'Europe de la technologie, dans l'Europe des sciences ?

- F. MITTERRAND.- Beaucoup, beaucoup. Procédons par ordre, nous n'avons pas beaucoup de temps. Il existe aujourd'hui une Europe économique, elle n'est pas achevée. Elle existe, il faut qu'elle soit soutenue par une véritable monnaie, je l'ai dit, que cette monnaie soit elle-même gérée par une véritable banque, je l'ai dit. Il faut que le marché agricole soit conforme au Traité de Rome, c'est-à-dire qu'il corresponde aux données qui ont été conçues à l'époque de

de Rome, c'est-à-dire qu'il corresponde aux données qui ont été conquises, à l'époque, de protection de l'exploitation familiale agricole, c'est-à-dire qu'il y ait une véritable agriculture et pas simplement des industriels de l'agriculture, que les gens qui sont sur le sol et sur le terrain voient dans l'Europe, puisque c'en est le cas aujourd'hui, une chance nouvelle. Il faut aussi que l'Europe, à partir de là, devienne une Europe technologique. Cela a été un sujet de conversation...

- M.-L. AUGRY.- On est bien parti là-dessus ?

- F. MITTERRAND.- On est bien parti. Il y a un certain nombre de très grandes réussites. Tout le monde connaît Ariane, tout le monde connaît Airbus, la liste serait longue. Je pourrais tout de suite citer...

- M.-L. AUGRY.- Le tunnel sous la Manche ?

- F. MITTERRAND.- Alors, récemment `29 juillet 1987`, je me suis entendu avec Mme Thatcher £ pour cela, j'ai signé avec elle un accord à Lille - on a fait une grande cérémonie pour cela -, le tunnel sous la Manche. Cela faisait des siècles que l'on y pensait. Cela faisait, en tout cas, plus d'un siècle qu'on pouvait le faire, et qu'on ne le faisait pas. Ce n'est pas simplement d'avoir réussi ce que d'autres n'avaient pu parvenir à faire - c'est une petite satisfaction, cela -. Mais avec ce tunnel sous la Manche, l'arrivée chez nous des TGV - les Trains à Grande Vitesse -, le développement de ces trains à grande vitesse qui ont commencé déjà avec mon prédécesseur, M. Giscard d'Estaing, et que j'ai poursuivi, notamment avec la ligne Paris Ouest, Rennes, Bordeaux et la suite.

- Nous allons mettre la France en mesure d'être au centre de l'Europe. On va joindre Londres, grâce au tunnel, et puis il y a déjà des lignes qui vont aller vers Amsterdam, Liège, Bruxelles, qui iront vers Cologne, d'autres qui iront vers Strasbourg et qui iront vers le centre de l'Europe. Cela, c'est l'Europe et quand on pense que les hommes et les femmes pourront s'installer librement, trouver un travail librement, étudier librement, là où ils voudront ! Exercer leur métier comme ils voudront, sans entraves ! En créant tous ces moyens, y compris ceux des télécommunications, nous avons là une structure incomparable.

- M.-L. AUGRY.- Là, c'est presque une Europe paradisiaque qu'on vient de décrire.

- F. MITTERRAND.- Non, c'est une réalité qui est dans notre main, qu'on peut réaliser en cinq ans !

- M.-L. AUGRY.- C'est vrai, c'est vrai.

- F. MITTERRAND.- Après cela, il faudra faire aussi une Europe de la sécurité. Il faudra que l'on soit capable de se défendre nous même. Il faudra là-dessus, une Europe politique, parce que la décision, elle est finalement politique, celle qui émane des peuples.\

M.-L. AUGRY.- Est-ce que ce langage, il est très perceptible aujourd'hui pour celui qui est au chômage, celui qui gagne le SMIC, celui...

- F. MITTERRAND.- Celui qui est au chômage doit savoir que d'après le dernier rapport - ce n'est pas moi qui le dit - de la Commission européenne actuelle, de 2 à 5 millions d'emplois seront créés dans les cinq ans qui viennent grâce à l'ouverture des frontières. Cela, c'est démonstratif, beaucoup d'autres choses encore, croyez-moi, la baisse des prix et une plus grande activité des affaires.

- M.-L. AUGRY.- En un mot, notre atout aujourd'hui ? C'est quoi surtout ?

- F. MITTERRAND.- Notre atout dans l'Europe, c'est la volonté. Mais c'est aussi la capacité. Cette capacité nous l'avons, croyez-moi.\